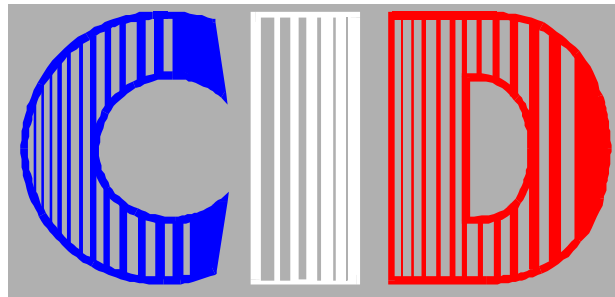


COLLEGE INTERARMEES



D E D E F E N S E

L'UKRAINE, LA BIELORUSSIE ET LA MOLDAVIE ENTRE L'EUROPE ET LA RUSSIE

Mémoire de géopolitique

du Chef d'escadron Laurent THIRY

dans le cadre de l'étude dirigée "Validation des
théories géopolitiques du XIXème siècle"

Directeur : Professeur Philippe CONRAD.

FICHE DE PRESENTATION.

- 1) Mémoire intitulé « L'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie entre l'Europe et la Russie. » :
- 2) CE (Gendarmerie) THIRY Laurent (France).
- 3) Date de rédaction : 1^{er} avril 2005.
- 4) Collège interarmées de défense, Division B, groupe B6.
- 5) Mémoire de géopolitique présenté dans le cadre de l'étude dirigée « La validation des théories géopolitiques du XIX^{ème} siècle » sous la direction de M. Philippe CONRAD.
- 6) Résumé : L'extension à l'Est de l'Union Européenne a amené à nos frontières directes de nouveaux pays qui sont tiraillés pour des raisons économiques et historiques entre l'Europe et la Russie. La Biélorussie semble avoir choisi son camp en se rapprochant de Moscou par le traité d'union russo-biélorusse signé en 1999. La Moldavie et l'Ukraine quant à elles ont une position fluctuante que peuvent expliquer à la fois le poids de l'histoire, la présence d'une forte population russophone, et une dépendance économique et énergétique importante vis-à-vis de la Russie. Cependant rien n'est encore joué dans ces pays soumis à des nombreuses influences extérieures et qui n'ont pas encore atteint les objectifs économiques et politiques qu'ils s'étaient fixés au moment de leur indépendance.
- 7) EUROPE – UKRAINE – BIELORUSSIE - MOLDAVIE - RUSSIE

TABLE DES MATIERES.

<u>1</u>	<u>INTRODUCTION</u>	5
<u>2</u>	<u>UNE HISTOIRE CREATRICE DE TENSIONS</u>	6
2.1	L'UKRAINE, UN PAYS AU PASSE CONTROVERSE.	6
2.1.1	Un pays meurtri au cours des siècles.....	6
2.1.2	L'importance du territoire comme compromis identitaire.....	7
2.1.3	Des liens forts avec la Russie remis en cause.....	8
2.2	UNE CONSCIENCE NATIONALE EN COURS DE DEVELOPPEMENT EN BIELORUSSIE.....	8
2.2.1	Un sentiment slavophile bien ancré.	8
2.2.2	Des nationaliste minoritaires	9
2.2.3	Un conflit linguistique à l'avantage du bilinguisme.....	11
2.3	LA MOLDAVIE, UN ETAT EN RECHERCHE D'IDENTITE.	12
2.3.1	Un lien fort avec la Roumanie.	12
2.3.2	La difficile question de la langue.....	13
2.3.3	Le réveil des autonomismes.....	14
<u>3</u>	<u>DES SITUATIONS ENCONOMIQUES TRES DISTINCTES</u>	16
3.1	DES ESPOIRS DE REFORMES NON SAISIS EN UKRAINE.....	16
3.1.1	Des débuts de réforme repoussés à 1994.	16
3.1.2	Une dépendance énergétique problématique.....	16
3.1.3	Une confiance des investisseurs fragile	17
3.2	UNE ECONOMIE RESTEE SOUS CONTROLE DE LA PUISSANCE PUBLIQUE EN BIELORUSSIE.....	18
3.2.1	Une rupture limitée avec le passé.	18
3.2.2	Des conséquences sociales à prévoir	20
3.3	LA MOLDAVIE, UNE ECONOMIE DESEQUILIBREE SOUS PERFUSION.	20
3.3.1	Des réformes incomplètes sous le contrôle du FMI.....	20
3.3.2	Des capacités réduites par la sécession de la Transnitrie.....	21
3.3.3	Une économie de marché à reconstruire.	20
<u>4</u>	<u>DES AMBITIONS NATIONALES A AFFIRMER DANS UN ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL EN PLEINE EVOLUTION</u>	23
4.1	DES ELECTIONS UKRAINIENNES SOUS INFLUENCE APRES UN RAPPROCHEMENT AVEC MOSCOU.	
4.1.1	Les revirements de la politique étrangère vis-à-vis de la Russie.	23
4.1.2	L'épreuve des élections.	25
4.1.3	Un avenir encore incertain.....	27

4.2	LA BIELORUSSIE : INTERLOCUTEUR DIFFICILE DE L'UNION EUROPEENNE EN TANT QUE VOISIN TRAVERSE PAR L'AXE ECONOMICO STRATEGIQUE PARIS BERLIN VARSOVIE MOSCOU.....	28
4.2.1	Un partenariat stratégique avec Moscou qui ne peut être remis en cause.....	28
4.2.2	Des adaptations à prévoir pour prendre en compte l'élargissement de l'U. E.....	29
4.2.3	Une situation intérieure qui pourra être confrontée à des tensions sévères.....	29
4.3	UNE POSITION FLUCTUANTE DE LA MOLDAVIE EN FONCTION DES AVANCEES OBTENUES.....	30
4.3.1	L'intégration de la RM à la CEI.....	30
4.3.2	L'adhésion de la RM au Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est.....	31
4.3.3	Les avantages d'une politique régionale de voisinage.....	33
4.4	CONCLUSION.....	33
	BIBLIOGRAPHIE.....	35
	ANNEXE 1 : Carte de l'Ukraine.....	36
	ANNEXE 2 : L'Ukraine en chiffres.....	37
	ANNEXE 3 : Carte de la Biélorussie.....	38
	ANNEXE 4 : La Biélorussie en chiffres.....	39
	ANNEXE 5 : Carte de la Moldavie.....	40
	ANNEXE 6 : La Moldavie en chiffres.....	41

1 Introduction.

L'intégration à l'Union européenne des pays d'Europe centrale à l'occasion du processus d'élargissement amène progressivement à nos frontières des pays qui étaient par le passé fortement liés à la Russie, soit pour des raisons historiques et économiques, soit pour des raisons stratégiques. Si dans un premier temps la désintégration politique, économique et militaire de la Communauté des Etats Indépendant a semblé marquer une régression irréversible de l'influence de la Russie sur la scène internationale, elle ne s'est pas accompagnée pour la région occidentale de l'ancien espace soviétique constituée de l'Ukraine, de la Biélorussie et de manière plus anecdotique par la Moldavie par un rapprochement franc avec les institutions européennes.

La position stratégique de ces pays représente cependant un intérêt vital pour l'Union européenne, non seulement dans le domaine économique avec les problématiques liées aux approvisionnements énergétiques, mais également dans le domaine sécuritaire compte tenu les risques que fait peser sur nos sociétés le maintien à nos portes de foyers d'instabilité au sein desquels peuvent se développer des systèmes de type maffieux.

Il apparaît pour cette raison important de bien appréhender l'évolution interne tant économique que politique et les relations externes de ces trois pays depuis leur indépendance, afin de discerner les signes de rapprochement possible avec la communauté occidentale au sein de l'Union européenne, ou au contraire une réintégration éventuelle dans la sphère d'influence de la Russie. Par contre, la politique menée par les Etats-Unis dans cette partie du monde n'a pas été intégrée dans cette étude, afin de permettre une mise en parallèle déjà complexe de ces trois acteurs qui ne font pas l'objet de la même attention de la part du pouvoir américain, politique qui elle-même mériterait un développement complet.

2 Une histoire créatrice de tensions :

2.1 L'Ukraine, un pays au passé controversé

2.1.1 Un pays meurtri au cours des siècles.

L'histoire de l'Ukraine est une suite de déchirements avec les pays voisins. Après une période de domination par la Pologne et la Lituanie, la victoire de Pierre le Grand sur Charles XII de Suède et ses alliés cosaques à Poltava met fin aux rêves d'indépendance de l'Ukraine, déjà partagée entre la Russie et la Pologne depuis 1667. La fin du XVIIIème siècle est marquée par le partage de la Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, qui a pour effet de faire passer la totalité de l'Ukraine sous la couronne de Catherine II, à l'exception de la Galicie, réunie à la couronne de Vienne. Cette particularité explique que de nombreux Ukrainiens aient trouvé refuge dans cette région lorsque le pouvoir tsariste a voulu interdire en 1876 l'enseignement et l'usage de l'Ukrainien.

La Révolution d'octobre ayant reconnu le droit des peuples de l'Empire à disposer d'eux mêmes, l'hetman Petlioura a proclamé une République indépendante, mais s'est heurté très rapidement à l'opposition de l'Armée rouge. Il s'est alors tourné vers le président de Pologne Pilsudski dont les forces ont occupé un moment Kiev. Les bolcheviks devront au final signer une paix qui leur enlèvera un grand morceau de l'Ukraine qu'ils ne récupéreront en 1939 qu'à la faveur du pacte germano-soviétique. La politique répressive de Staline envers les nationalistes ukrainiens qui depuis 1923 pouvaient utiliser leur langue et développer une certaine idée d'indépendance, concrétisée d'ailleurs par la disparition de deux présidents de la République soviétique d'Ukraine et de très nombreux citoyens a pu expliquer l'accueil initial réservé par la suite aux troupes nazies.

A l'issue de la guerre en 1945, l'accession de l'Ukraine aux Nations Unies de la même façon que la Biélorussie n'a pas apporté à ces pays plus d'indépendance vis-à-vis du pouvoir du Kremlin. Les persécutions des indépendantistes, ou supposés tels, se sont prolongées jusqu'à l'avènement de Gorbatchev.

2.1.2 L'importance du territoire comme compromis identitaire

Excepté la partie la plus occidentale du pays, composée de la partie orientale de la Galicie à dominante gréco-catholique¹, c'est le territoire de l'Etat dans ses limites actuelles qui constitue la base de la légitimité nationale. Les sentiments autonomistes plus qu'indépendantistes tels qu'ils s'étaient développés sous la période russe puis soviétique se traduisent de manières différentes suivant la région considérée. L'Ouest du pays reconnaît à la période soviétique le bénéfice d'avoir donné au pays un cadre territorial internationalement reconnu, même s'il s'accompagne d'un renoncement à des territoires revendiqués par certains courants nationalistes (Kouban, Silésie, régions frontalières de Pologne ou de Slovaquie).

Le facteur religieux n'est pas prépondérant en Ukraine, et une certaine ambivalence subsiste avec la coexistence d'une branche de l'Eglise orthodoxe liée au Patriarcat de Moscou, et d'une autre liée au Patriarcat de Kiev, qui réunit quant à elle deux Eglises autocéphales, l'une issue de l'émigration, et l'autre d'une scission de l'Eglise moscovite.

La minorité russe, qui dépasse 20 % de la population, majoritaire dans certaines régions du Sud et de l'Est, exerce une influence notable. Cependant, tout en continuant à défendre le poids de la langue russe et les liens humains et économiques avec l'espace post-soviétique, elle ne remet pas en question l'unité de l'Etat ukrainien. Elle n'est d'ailleurs pas considérée hors de la région occidentale comme une véritable « minorité nationale », compte tenu de la masse d'Ukrainiens russophones qui peuple le pays. Les autres minorités nationales sont peu nombreuses suite aux déplacements et déportations opérées au cours de années 1930 et 1940.

Les nationalistes, défenseurs de la langue et de l'unité ethnique ukrainienne sont quant à eux sur la défensive car ils n'ont pu imposer en dehors de la partie occidentale du pays un consensus sur les fondements de « l'ukrainité », laissant la place à des partis « centristes » qui défendent plutôt une forme d'indépendance qui n'exclurait pas le maintien de liens avec Moscou.

¹ Territoire qui fut successivement autrichien et polonais avant d'être rattaché à l'Ukraine, marqué par une forte tradition indépendantiste et des tentatives de rupture des liens de l'église ukrainienne avec le Patriarcat de Moscou.

2.1.3 Des liens forts avec la Russie remis en cause.

L'Ukraine est considérée par la plupart des Russes comme une partie intégrante de leur patrie, et la fondation et le baptême en 988 du premier Etat Russe (la Rous) par Saint Vladimir, Prince de Kiev sont encore présents dans l'historiographie russe. Contrairement à plusieurs autres républiques soviétiques dans lequel le caractère colonial très marqué des rapports avec Moscou avait permis aux autorités de justifier aisément l'accession à l'indépendance, la participation volontaire des Ukrainiens dans le développement de l'Empire tsariste et l'Union soviétique a brouillé les cartes.

Cependant, les courants nationalistes réfutent ce lien historique en mettant plutôt en avant une histoire poursuivie au travers du Royaume ukrainien de Volhynie-Galicie du XIIIème XIVème siècle et liée fortement avec celle du royaume polono-lituanien. Cet ancrage induirait pour l'Ukraine des caractéristiques « européennes » plutôt que « asiatiques » qui seraient la conséquence de trois siècles de domination tatare sur Moscou. Ces mouvements se sont également appuyés sur les répressions exercées par Moscou sur la langue ukrainienne, la paysannerie, les famines artificielles des années 1933-1934, les purges staliniennes, la catastrophe de Tchernobyl pour justifier la recherche de l'indépendance à la suite du référendum de 1991.

2.2 Une conscience nationale en cours de développement en Biélorussie :

2.2.1 Un sentiment slavophile bien ancré.

La majorité de l'opinion biélorusse, quelle soutienne le régime de Loukachenko ou qu'elle supporte les oppositions libérales ou communistes, considère que l'identité biélorusse est surtout territoriale, et non liée à une séparation nette avec les autres nations slaves de l'Est. Le rêve de construire un Etat-nation européen à l'exemple de la Pologne ou de la Lituanie à l'issue de la première guerre mondiale fut de courte durée, même si des membres de l'élite culturelle avaient proclamé en mars 1918 la création d'une République démocratique Blanche Ruthénienne. Les bolcheviks, initialement favorable aux nationalismes ont accordé au Belarus le statut de république fondatrice de l'URSS. D'ailleurs, avant la

révolution de 1917, un courant « russe de l'Ouest » s'était déjà développé en Biélorussie, qui voyait dans l'Etat russe le défenseur naturel des paysans face aux seigneurs polonais. Cependant, pour les Russes, la Biélorussie n'était qu'une composante de la grande civilisation kiévienne à laquelle elle avait appartenu du X^{ème} au XIII^{ème} siècle. D'ailleurs l'annexion par la Russie au XVIII^{ème} siècle présentée comme la libération du joug polonais n'avait pas rencontré de grande résistance chez un peuple parlant presque la même langue et observant les mêmes rites orthodoxes. Ce sentiment d'appartenir avec la Russie et l'Ukraine à un même creuset est encore tenace, et a été un frein aux mouvements nationalistes dès la fin de la première guerre mondiale, mais également par la suite. Les régions orientales et centrales du pays et les familles de tradition orthodoxes souscrivent plus fréquemment au sentiment que la Russie ne serait pas totalement étrangère. D'ailleurs, depuis l'indépendance en 1991, la hiérarchie orthodoxe de Biélorussie n'a jamais demandé au Patriarcat de Moscou d'obtenir l'autocéphalie. Elle appuie plutôt le sentiment « slavophile » qui rejoint la nostalgie envers « la communauté des peuples soviétiques ».

2.2.2 Des nationalistes minoritaires.

Une fraction de la population cependant soutient des courants plus ou moins nationalistes, qui défendent l'usage de la langue biélorussienne et une certaine indépendance vis-à-vis des Etats post-soviétiques, à l'exception de l'Ukraine et des pays Baltes. Cette position est plus répandue dans l'ouest du pays, surtout parmi les catholiques (2,5 millions pour 1,5 million de pratiquants). A la fin des années 1980, le Front Populaire Biélorusse (FPB) s'est appuyé sur le déclin de la langue biélorusse², les répercussions de la catastrophe de Tchernobyl et la découverte de fosses communes remontant à l'époque des purges staliniennes pour défendre une conception ethnique de la nation et lutter contre l'impérialisme russe. Cependant, ce désir de « construire » un sentiment national biélorussien en rupture avec Moscou s'est heurté à une forte résistance dans l'opinion, marquée par les affres de la période stalinienne, les destructions massives lors de la seconde guerre mondiale, la

² En 1989, seulement un tiers des Biélorusses utilisait le biélorusse dans la vie de tous les jours, surtout en milieu rural. Seulement 2% de la population parle uniquement le biélorusse.

reconstruction réussie de l'appareil économique, et soucieuse de conserver le statu quo³.

La déclaration de souveraineté de juillet 1990, adoptée surtout par mimétisme, a été assortie en Biélorussie d'une clause mentionnant que la république soutiendrait une union renouée des Etats socialistes souverains. Cependant, le putsch avorté en Russie en août 1991 a eu des conséquences internes importantes en Biélorussie. En effet, le Soviet Suprême biélorusse, composé de 80% de communistes et accusé d'avoir soutenu les putschistes, a dû donner des gages à un mouvement de contestation populaire important. Il a épousé la cause nationale et l'indépendance a été proclamée le 25 août 1991. Stanislav Chouchkevitch fut nommé à la présidence et les symboles étatiques de l'ancien Grand-duché lituanien furent adoptés, comme pour l'éphémère république indépendante de 1918. Mais néanmoins, en décembre 1991, le Soviet suprême a ratifié les accords créant la CEI, maintenant ainsi les liens politiques qui rattachent la Biélorussie à la Russie et à l'Ukraine.

La période de 1991 à 1995 fut marquée par une révision de l'historiographie soviétique, et les nationalistes ont mis en avant le passé des principautés médiévales de Polotsk⁴ et Tourov, ainsi que celui du Grand duché de Lithuanie dont l'administration employait la langue « russe » parlée dans la région de Vilna, et considéré ainsi comme un Etat biélorusse. Même la guerre de 1654-1667 entre la Pologne et la Russie fut présentée comme une tentative d'annexion et non comme une volonté de libérer les orthodoxes de cette région du joug polonais. Cependant, la population à 80% orthodoxe n'a pas soutenu ce mouvement principalement mené par les élites intellectuelles et les milieux catholiques.

Alors que l'année 1992 a été marquée par un désintérêt presque unanime des états membres pour le fonctionnement effectif de la CEI, l'année 1993 a vu la reprise en main par Moscou de son « étranger proche ». La Biélorussie a été contrainte sous la pression de signer en janvier 1994 le traité de sécurité collective (TSC) et la Charte de la CEI. C'est dans ce contexte que le Premier ministre Kébitch mena sa campagne pour la première élection présidentielle, sur un programme de

³ Lors du référendum de mars 1991, 82,7% des électeurs ont voté en faveur du projet d'Union réformée de Gorbatchev.

⁴ Principauté qui avait tenté de maintenir son indépendance vis-à-vis de Kiev.

rapprochement économique et militaire avec la Russie. Il fut battu en juillet 1994 par Loukachenko au second tour par 80% des voix contre 14%. Ce dernier s'était appuyé sur la dégradation des conditions de vie depuis l'indépendance, et sur le fait qu'il était le seul député à s'être élevé contre le démantèlement de l'URSS en décembre 1991.

La réhabilitation de l'historiographie soviétique à compter de 1995 accompagnée d'une glorification du passé soviétique et de la « grande guerre patriotique » de 1941-1945 a par la suite reçu un écho favorable dans la frange de la population la plus âgée.

2.2.3 Un conflit linguistique à l'avantage du bilinguisme.

Le Belarus (ou Blanche Ruthénie) a fait partie intégrante du Commonwealth polono lithuanien et au XVI^{ème} siècle, sa langue slave orientale était déjà bien développée. Cependant, à la suite des unions constitutionnelles et religieuses avec la Pologne en 1569 et 1596, la noblesse locale avait adopté la langue polonaise et la religion catholique, dominante dans le royaume, reléguant le biélorusse au simple rang de dialecte régional. L'annexion par la Russie à la fin du XVIII^{ème} siècle lors du partage de la Pologne fut suivie d'une politique impériale de russification, contre laquelle résista une partie de la noblesse polonisée en faisant émerger un mouvement d'affirmation nationale dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle.

La renaissance biélorusse s'est dans un premier temps réalisée à côté de l'Union soviétique, qui a réhabilité l'usage du biélorusse comme langue officielle à la suite de la guerre russo-polonaise, suivant ainsi sa politique d'encouragement des nationalismes au sein des nouvelles républiques.

A la suite de la seconde guerre mondiale, la situation du biélorusse s'est dégradée fortement⁵. Si dans la foulée la perestroïka les mouvements nationalistes avaient tenté de construire un sentiment national biélorussien exclusif, la victoire en juillet 1994 de Loukachenko sur un programme de restauration des liens avec la Russie a été suivie par un référendum en 1995 sur la réintroduction du russe comme

⁵ En 1989, un tiers des Biélorusses utilisent le biélorusse dans la vie courante, surtout en milieu rural, et seulement 2% ne parle que le biélorusse.

seconde langue officielle⁶. Les Russes sont d'ailleurs bien intégrés et les Polonais étaient, dès l'époque soviétique, mieux intégrés en Biélorussie que dans les républiques soviétiques voisines. De plus, les minorités d'origine biélorussienne habitant les territoires jouxtant la Biélorussie n'exercent pas sur Minsk une pression importante. Le pays se tourne donc vers la formation d'un Etat non ethnique, bilingue, à légitimité territoriale, associé d'une façon ou d'une autre à la Russie et aux autres Etats post-soviétiques. Si le russe a retrouvé une position dominante, le biélorussien continue à être utilisé sur les plaques officielles, les panneaux de signalisation, lors des cérémonies, car il donne à l'Etat sa légitimité.

2.3 La Moldavie, un Etat en recherche d'identité :

2.3.1 Un lien fort avec la Roumanie et la Russie.

La Moldavie est issue de l'effondrement successif des Empires ottoman et russe, puis des litiges territoriaux entre la Roumanie et l'URSS. Elle présente une grande diversité ethnique avec la coexistence au côté d'une majorité roumanophone (60 %) d'importantes communautés ukrainiennes (13,8 %), russes (13%) et d'autres moins importantes comme les Gagaouzes (3,5 %). Apparue au X^{ème} siècle, la Moldavie perd la maîtrise de son destin au XVI^{ème} siècle. Assujettie et démembrée, elle est pendant près de cinq siècles le jouet des rapports de force entre les grandes puissances de l'Europe centrale. Placé sous la suzeraineté ottomane tout en conservant une certaine autonomie, elle perd une partie de son territoire qui passe sous domination de l'Autriche au XVIII^{ème} siècle (sous le nom de Bukovine). A l'issue des guerres russo-turques, la Bessarabie est annexée à l'empire tsariste en 1812. La Moldavie indépendante, née en janvier 1918, est rattachée à la Roumanie en mars 1918 pour créer la Romania Mare, Grande Roumanie de l'entre deux guerres. En octobre 1924, le Gouvernement soviétique crée, sur la rive gauche du Dniestr (Transnistrie), la république autonome soviétique socialiste de Moldavie – initiative qui porte en germe le conflit actuel – afin de justifier ses prétentions territoriales sur l'ensemble de la Bessarabie

⁶ Le 26 janvier 1990, suivant l'exemple des autres républiques soviétiques, le Soviet suprême avait adopté une loi faisant du biélorusse la seule langue officielle de la république. Son application modérée et progressive n'a débuté qu'à l'automne 1991.

La Bessarabie est occupée en 1940 par l'URSS en application des dispositions secrètes du Pacte Molotov Ribbentrop du 23 août 1939. Reprise par la Roumanie en 1941, elle est finalement rendue à l'Union soviétique en 1947 (traité de Paris de janvier 1947). Les liens entre les habitants de Bessarabie et de Roumanie sont alors quasi inexistantes pendant près de quarante-cinq ans. Le pays subit pendant cette période une politique de démembrement délibérée conduite à l'initiative de Staline – rattachement du Nord et du Sud (débouché sur la Mer Noire) de la Bessarabie à l'Ukraine (dont la population actuelle comprend ainsi une minorité moldave forte de 400 000 personnes) – et des importants déplacements de population – déportation de Moldaves en Sibérie, immigration massive de Russes, Ukrainiens et Biélorusses (environ 600 000 personnes depuis l'après-guerre).

Le 27 août 1991, au lendemain du putsch de Moscou, la Moldavie a déclaré son indépendance. Elle garde cependant ses distances vis-à-vis de Bucarest, et suite à l'échec des réformes économiques ayant suivi l'éclatement de l'URSS, les communistes russophiles sont portés au pouvoir en 2001 sur un programme de rapprochement avec l'Alliance Russie Belarus.

2.3.2 La difficile question de la langue.

Le pouvoir soviétique a imposé lors de son emprise sur la Moldavie l'usage d'une langue « moldave », qui n'était rien d'autre que du roumain transcrit en alphabet cyrillique, et le développement d'une culture distincte. Cependant, à l'occasion de l'avènement de la Perestroïka, le mouvement national a pu obtenir en 1989 le retour à l'alphabet latin et donc du roumain comme langue officielle, faisant ressurgir le fantôme de la Grande Roumanie. Cette victoire ne faisant pas l'unanimité, un compromis a dû être trouvé pour empêcher l'éclatement du pays. Le parlement a officialisé en 1994 le terme « moldavien » pour désigner la langue autochtone de la Moldavie (ex-république soviétique et non province roumaine du même nom). Elle reste écrite en caractère latin, mais n'est plus qualifiée de roumain. Le russe, dont le statut est garanti par la constitution, reste couramment pratiqué dans les villes. La Transnistrie quant à elle refuse l'usage de l'alphabet latin.

L'année 2002 voit le retour de l'enseignement obligatoire du russe dans les écoles et sa promotion au rang de langue officielle.⁷ Dans le prolongement de cette réforme, l'enseignement de l'histoire doit également être modifié pour remplacer l'Histoire des Roumains par l'Histoire de la Moldavie. Une opposition forte du Parti populaire chrétien démocrate oblige le président communiste Vladimir Voronine à revenir sur cette réforme.

2.3.3 Le réveil des autonomismes.

La déclaration d'indépendance du 27 août 1991 a réveillé chez les « unionistes » un espoir fort de fusion avec la Roumanie, entraînant en retour une vague de revendications séparatistes, appuyées en sous-main par certaines forces russes encore implantées sur le territoire. L'identité territoriale de la République de Moldavie demeure contestée encore plus de treize ans après l'indépendance, notamment en Transnistrie et dans une moindre mesure dans la région peuplée de Gagaouzes.

2.3.3.1 Le cas de la Transnistrie.

La République moldave de Transnistrie (R.M.T.) a été proclamée dès le 16 août 1990 par un groupe de russophones afin officiellement d'empêcher tout projet de rattachement à la Roumanie de cette région. L'autre justification avancée à cette sécession de fait a été la protection des minorités ukrainiennes et russes qui forment ensemble 53,8 % de la population de cette région. Il n'y a jamais eu de demande de reconnaissance internationale de la part de cette république sécessionniste, qui semble de fait vouloir demeurer moldave. Le 1^{er} décembre 1991, après référendum, la Transnistrie proclame son indépendance avec pour capitale Tiraspol sur le Dniestr, entraînant un conflit armé avec les autorités de Chisinau au printemps 1992 (500 morts, 2000 blessés). Un armistice est signé au mois de juillet 1992, après l'intervention auprès des indépendantistes de la 14^{ème} armée russe en juin-juillet. Cependant, Igor Smirnov, président réélu le 8 décembre 2001 de la R.M.T. revendique le statut d'Etat commun (avec ses propres institutions, son

⁷ Conséquence de la signature du Traité d'amitié et de coopération signé avec la Russie le 19 novembre 2001.

armée...). Cette situation est compliquée par le maintien sur place de l'ex-14^{ème} armée russe, dont le retrait avait été fixé dans des accords signés par Boris Eltsine en 1999, mais sur lequel semble revenir Vladimir Poutine et qui souhaite le maintien d'une présence russe au titre d'une « force de maintien de la paix ». De plus, la Transnistrie apparaît comme le foyer de nombreux trafics, en raison notamment de la grande quantité d'armes et de munitions stockées dans cette région⁸. Les ressources du gouvernement sont par ailleurs tirées de la fiscalité appliquée aux entreprises installées sur place.

2.3.3.2 La situation Gagaouze.

Les Gagaouzes sont des chrétiens d'origine turque qui sont localisés principalement dans la partie sud de la Moldavie⁹. Ils ont proclamé l'indépendance de leur territoire - quelques 26 villages répartis sur 1800 km² au sud-ouest de la Moldavie - deux mois après que la République de Moldavie se soit déclarée souveraine en juin 1990, avant de devenir indépendante en août 1991. Le conflit entre la population gagaouze¹⁰ et le gouvernement a connu une période tendue entre 1992 et 1993, avant de s'apaiser provisoirement avec la mise en place en décembre d'un statut spécial accordé à 32 localités de l'Unité Territoriale Autonome de Gagaouzie (U.T.A.G.), suite à des referendums locaux¹¹. Cependant, la situation n'est pas encore définitivement apaisée car les autonomistes gagaouzes réclament à présent un statut de république, pourvue de pouvoirs plus étendus, notamment dans le domaine financier.

⁸ 120 chars, plusieurs centaines de blindés légers, plus de 50 000 armes à feu et près de 600 000 munitions selon certaines évaluations.

⁹ La minorité turcophone ne représente que 3 % de la population totale de la Moldavie et se concentre sur cinq cantons méridionaux (majorité absolue dans deux seulement) soit 13 % du territoire.

¹⁰ Aujourd'hui, on compte environ 150 000 Gagaouzes en Moldavie, soit 3,5 % des 4,5 millions de Moldaves.

¹¹ Le Parlement de Chisinau a reconnu en 1994 « l'Etat national autonome gagaouz-Eri » doté d'un statut juridique particulier.

3 Des situations économiques très distinctes.

3.1 Des espoirs de réforme non saisis en Ukraine :

3.1.1 Des débuts de réforme repoussés à 1994.

Les dirigeants du nouvel Etat indépendant ukrainien ont fait preuve d'une grande prudence dans les premières années suivant l'éclatement de l'URSS, en ne s'engageant pas d'emblée dans un processus de réformes macroéconomiques ou structurelles, mais en concentrant leurs efforts sur l'affermissement de la légitimité et la sécurité de l'Etat. Les raisons sont tout à la fois internes, liées à la crainte d'accroître les tensions sociopolitiques déjà exacerbées par la définition de l'identité nationale, qu'externes, liées à l'incertitude sur les résultats économiques et sociaux de la « thérapie de choc » adoptée en Russie. Imbriquée dans un système de spécialisation manufacturière hérité de l'époque soviétique, la puissance économique de l'Ukraine reposait sur des structures d'industries lourdes comme la métallurgie des métaux ferreux et non ferreux, la chimie et les usines d'armement lourd, et était très mal préparée à affronter l'apparition d'une logique de marché. La disparition de la priorité militaire et la diminution drastique des interdépendances productives avec les nouveaux Etats indépendants de la CEI a cependant de fait entraîné des restructurations actives entamées à partir de 1994, mais qui se sont accompagnées dans un premier temps d'une chute très importante de la production nationale.

3.1.2 Une dépendance énergétique problématique.

La désagrégation de l'ex-URSS a constitué pour l'Ukraine un facteur important de déséquilibre, compte tenu de sa forte consommation énergétique liée à la production industrielle dans ce pays¹². Cette énergie, livrée dans l'ancien régime par la Russie à bas prix, a vu son coût augmenter rapidement pour être aligné sur celui du marché international, rendant de facto moins rentable les activités industrielles fortes consommatrices d'énergie. Les seules ressources en Ukraine résidant dans les anciennes mines de charbon en voie d'épuisement et des centrales nucléaires de type Tchernobyl, elle aurait dû réorienter ses activités vers des

¹² En 1987, l'Ukraine consommait pour son industrie autant d'énergie primaire que la France, pour un PIB environ dix fois inférieur.

productions moins consommatrices d'énergie afin d'éviter l'accroissement de son déficit extérieur, en s'appuyant sur des facteurs propres favorables comme l'existence d'une forte main d'œuvre relativement bien qualifiée et peu coûteuse.

Cette question de l'énergie a poussé le Président ukrainien à une politique plus conciliante à l'égard de Moscou, afin d'obtenir un échelonnement de la dette accumulée entre 1992 et 1993¹³. Dans le même temps, la position russe sous la direction du Président Poutine fut très ferme dès son arrivée au pouvoir, et la volonté de Kiev de conserver la mainmise sur le réseau d'oléoducs qui traversent l'Ukraine n'a pas résisté aux projets russes de contournements par des réseaux passant par la Biélorussie et la Pologne. L'année 2002 a été marquée par des progrès significatifs dans ce domaine énergétique, et les accords entre Moscou et Kiev se sont multipliés. La création d'un consortium de gestion du réseau des gazoducs ukrainiens avec participation égale de l'Ukraine et de la Russie est d'ailleurs significative des avancées obtenues.

3.1.3 Une confiance des investisseurs étrangers fragile.

Une véritable politique de stabilisation n'a été mise en place qu'à partir de la fin de 1993, sous l'impulsion de Victor Iouchtchenko, nouveau gouverneur de la Banque centrale, recevant l'appui de la communauté internationale après l'élection du Président Koutchma. Des réformes macroéconomiques rendues possibles par un mode de gouvernement par décrets autorisé par « l'arrangement constitutionnel » passé entre le parlement et le président auquel il abdique une partie de son pouvoir ont permis de consolider cette stabilisation suite à des négociations avec le FMI. Après une période faste en 1996 avec l'apport de capitaux extérieurs, et l'adoption d'une nouvelle monnaie, la hryvna, la situation s'est dégradée au cours de l'année 1997 avec un dévoiement des processus de privatisation et un manque de confiance entraînant une faiblesse persistante des investissements étrangers¹⁴.

Il est par ailleurs apparu rapidement que tous les capitaux étaient utilisés non pas pour financer les transformations économiques nécessaires (notamment le

¹³ Lors de la négociation sur le partage de la flotte de la Mer noire en 1997, la Russie a retranché 526 millions de dollars US de la dette de Kiev en contrepartie du rachat d'une partie de cette dernière.

¹⁴ Investissements étrangers qui plafonnent à 10 dollars par tête et par an, loin des ambitions déclarées par les autorités.

coût social de ces dernières), mais pour maintenir les entreprises à flot en évitant les restructurations requises par un système de subventions et de crédits. La crise en Asie en 1997 stoppa net une partie des investissements étrangers et les efforts du FMI, plaçant le pays dans une situation encore moins attractive compte tenu des risques importants de dévaluation et de défaut de paiement existants. La crise russe d'août 1998 a eu un impact immédiat sur la situation en Ukraine, et le gouvernement a dû prendre des mesures drastiques (dévaluation, rééchelonnements « volontaire » des bons du trésor et de la dette extérieure en devise, nouveau prêt auprès du FMI de 2,2 milliards de dollars sur 3 ans, contrôle du marché des changes

La situation a cependant changé avec la nomination comme Premier ministre de Victor Iouchtchenko qui a accompagné sa nomination d'un programme d'action en quatre points destiné à mener les réformes nécessaires. Des réformes ont d'ailleurs été menées à bien rapidement en vue de moderniser l'administration. La restructuration de la dette a été engagée et la confiance retrouvée de la communauté internationale dans le gouvernement du pays a permis un rééchelonnement d'importantes sommes dues en de nouveaux bons à échéance de 2007. Même s'il est trop tôt pour juger du caractère pérenne des réformes engagées, des lois votées et des décrets pris, le pays ne pouvait continuer à repousser indéfiniment les mesures qui lui permettront peut-être un jour de s'insérer pleinement dans un espace économique européen en tant qu'acteur stable.

3.2 Une économie restée sous le contrôle de la puissance publique en Biélorussie :

3.2.1 Une rupture limitée avec le passé.

La Biélorussie est l'un des Etats qui a le moins réformé son système d'allocation de ressources depuis le début de la transition des années 1990. En effet, même si l'organisation de l'économie sous la forme soviétique telle qu'elle existait par le passé a disparu, l'Etat est encore omniprésent dans de nombreux secteurs clés. Dans l'agriculture, le logement et les grandes entreprises industrielles, il intervient par le biais de subventions directes ou indirectes et au travers d'un système bancaire presque totalement sous son contrôle. Il conserve l'administration d'un certain

nombre de prix, malgré les efforts du Fond Monétaire International. Dans le domaine du marché des changes, il exerce encore de fortes limitations et taxe les revenus des exportations en devises. La part du secteur privé dans l'économie reste faible avec 80% de l'industrie qui demeure publique et 60% des petites entreprises et de service qui relèvent des municipalités. Le secteur privé représente 20% du PIB et de l'emploi.

Le maintien de liens économiques étroits avec la Russie est une des constantes de la politique Biélorusse, quelle que soit la concrétisation des projets d'Union douanière et monétaire qui ont pu être développés. L'approvisionnement en énergie à prix avantageux (ceux pratiqués en interne en Russie et non ceux pratiqués à l'exportation)¹⁵, l'octroi de facilités de paiement et la continuation d'un système fondé sur la complémentarité et des coopérations privilégiées dans les industries de transformation caractérisent la réalité des liens économiques entre la Biélorussie et la Russie.

La Biélorussie affiche des résultats économiques bien meilleurs que ceux des autres pays de la CEI, car elle a pu conserver en 2000 un PIB équivalent à 88% de celui de 1990, loin devant la Russie et l'Ukraine. Le maintien de la demande russe sur les produits manufacturés et les possibilités d'approvisionnement en énergie à bon compte sont en grande partie responsables de ces résultats. Le maintien également d'une mainmise et du contrôle de l'Etat sur les grandes entreprises a permis d'empêcher les phénomènes bien réels de captation d'actifs qui ont pu être réalisés dans des autres pays en phase de libéralisation. Sur l'agriculture, la gestion stricte du système de redistribution des ressources a permis de gérer une évolution lente mais restant sous contrôle. Il en est de même dans le domaine des petites entreprises qui est nettement moins développé que dans d'autres pays, mais apparaît alors un facteur limitant les possibilités de modernisation de fond de l'appareil industriel pour se préparer à l'ouverture à des capitaux étrangers. D'ailleurs, malgré l'adoption en juin 2001 d'un nouveau d'investissement, de nombreux freins demeurent encore, notamment les conditions de sécurité et de stabilité économique interne. En effet, régulés de manière interne par l'interventionnisme étatique, les

¹⁵ En janvier 1995, l'accord signé prévoyait en échange l'engagement de laisser gratuitement à la Russie l'usage de bases militaires pour une période de vingt-cinq années.

facteurs économiques de la maîtrise des prix et de la monnaie sont encore très fragiles, et le pays est peu préparé à affronter la compétition internationale.

3.2.2 Des réformes à entreprendre et des conséquences sociales à prévoir.

Dans la perspective de la mise en oeuvre d'une union douanière et monétaire forte avec la Russie, la Biélorussie doit réduire l'écart qui la sépare de son partenaire afin de permettre ce rapprochement. En effet, la mise en oeuvre de l'union monétaire qui était prévue pour janvier 2005 et le passage à la monnaie unique envisagée pour 2008 imposent que les règles de gouvernance macro et micro-économiques convergent entre les deux pays.

Si la stratégie Biélorusse de transformation lente a permis au pays de conserver des avantages perdus par ses voisins, comme un taux de chômage très faible (un peu plus de 2% selon les statistiques officielles) et un système de protection sociale satisfaisant grâce au haut niveau de redistribution étatique, la stabilité politique et sociale risque d'être mise à mal par une diminution progressive des logiques égalitaires et de solidarité qui pourraient accompagner les restructuration nécessaires liées à la libéralisation. En effet, la capacité d'intervention de l'Etat sous forme administrative est très importante, et ce dans des domaines d'activités prioritaires comme l'agriculture, le logement, les grandes entreprises industrielles. Si le système de subventions directes ou de prêts peu contraignants distribués par un appareil bancaire sous contrôle a pu être utilisé à cette fin, il n'en sera plus de même à l'avenir avec la réduction du nombre des prix contrôlés par l'administration, suite aux accords négociés avec le FMI.

3.3 La Moldavie, une économie déséquilibrée sous perfusion.

3.3.1 Un héritage lourd de conséquence.

En Moldavie, la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie est moindre que pour l'Ukraine, cependant, elle reste une charge lourde pour le pays qui reste l'un des plus pauvre d'Europe (environ 40 euros par habitant et par mois). L'absence de ressources énergétiques sur le territoire moldave (malgré la découverte par la société américaine Redeco d'un gisement de pétrole et de gaz dans le sud du pays qui présente des perspectives limitées) oblige le pays à importer son gaz

presque exclusivement de Russie et son charbon et son électricité principalement d'Ukraine. Le bouleversement des circuits économiques et l'application des prix du marché (notamment pour l'achat des ressources énergétiques) ont conduit à une baisse de 30 % du PIB en 1992.

La spécialisation économique héritée de la division socialiste du travail à l'échelle des républiques constitutives de l'URSS avait cantonné la Moldavie dans la production agricole, notamment dans les secteurs de la production de raisin et de tabac. La Moldavie assurait alors au sein de la Fédération 2,3 % de la production agricole pour une représentativité de 0,2 % du territoire. Cette politique économique avait eu pour effet de limiter le développement de la Moldavie en maintenant le PNB par habitant juste au dessus de celui des républiques musulmanes d'Asie. A ce jour encore plus de la moitié des habitants vit et travaille dans les campagnes. De surcroît, le système même de production sous forme de structures lourdes (organisées en kolkhozes et en sovkhoses) représente aujourd'hui un frein à la reconversion, dans la mesure où il était très dépendant des débouchés à l'exportation ¹⁶.

L'intégration à l'OMC en 2001 n'a pas provoqué l'afflux de capitaux étrangers, et les créanciers occidentaux sont restés en retrait (les négociations avec le FMI n'ont repris qu'en 2002 après un an et demi d'interruption).

3.3.2 Les conséquences de la sécession de la Transnistrie et de la crise russe.

La sécession de la Transnistrie met durement à l'épreuve la jeune république de Moldavie, car elle l'ampute de 12 % de son territoire où se concentrait le potentiel industriel du pays. Réunissant 17 % de la population moldave, cette région assurait 36 % de la production industrielle (87 % de la production d'électricité) et 24 % du PNB.

La crise russe quant à elle a entraîné une forte dépréciation du leu, monnaie nationale créée en 1993 – convertible à l'intérieur du pays et côté dans les bourses de Russie (4,35 leu pour 1 dollar). Le taux de change est passé de 5 lei pour 1 dollar en 1998 à 10 lei pour 1 dollar en début d'année 1999, malgré une action forte de la Banque centrale de Moldavie qui a tenté de soutenir la monnaie en puisant

¹⁶ En 1979, 92 % de la production de conserves, 70 % du vin, 94 % de tabac, 70 % du sucre se destinaient à l'exportation.

dans les réserves de change qui ont été divisées par deux entre le début et la fin de l'année 1998. Les tensions inflationnistes sont réapparues alors qu'elles semblaient jugulées jusqu'alors à un niveau acceptable¹⁷.

La dépendance commerciale de la Moldavie à l'égard de la Russie reste d'ailleurs comme le principal élément de la propagation de la crise russe dans ce pays. A la suite de la fermeture des principaux débouchés à l'exportation de la Moldavie – la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie (dont les marchés absorbaient 80 % des exportations moldaves), les recettes d'exportation ont été divisées par dix entre septembre-octobre 1998 par rapport à la même période de 1997. Ainsi, les entreprises ont été amenées à réduire leur production. Le PIB, après une hausse de 1,3 % en 1997, s'est réduit de 8,6 % en 1998. La production agricole (- 4,3 %) ayant toutefois mieux résisté que la production industrielle (- 11 %).

3.3.3 Une économie de marché à réformer en profondeur.

La reconstruction et la diversification de l'économie moldave vont prendre du temps. Si l'évolution de la structure des échanges a révélé un accroissement de la part des exportations consacrées aux produits agricoles et agro-alimentaires à faible valeur ajoutée (soit 72 % du total des exportations par rapport à 40 % en 1993), la part croissante des machines et des équipements (19 %) au sein des importations par rapport aux ressources énergétiques (30 %) traduit un indéniable effort de modernisation de l'appareil productif du pays.

Cependant, suite à la crise politique de 1999, les autorités moldaves ont pris conscience de la mesure des difficultés à surmonter et infléchi la politique économique dans une double direction. D'une part, le Gouvernement a présenté un plan de restructuration forcé des entreprises, obligeant celles qui possèdent des arriérés de paiement à payer leurs dettes au risque de se voir mettre en faillite, alors que jusqu'alors, une certaine indulgence leur était accordée, allant du simple gel à l'annulation pure et simple de la dette. D'autre part, le plan de privatisation n'avait obtenu qu'un bilan médiocre compte tenu du peu d'attractivité de ces entreprises au

¹⁷ Limitée à 1 % durant les dix premiers mois de 1998, l'augmentation mensuelle de l'indice des prix a progressé de 15 % au cours des trois mois suivants. Elle a atteint 26,4 % sur les huit premiers mois de l'année 1999.

rendements médiocres et aux appareils de production obsolètes. Le Gouvernement s'est engagé dans la relance de ce processus, avec le soutien du FMI, mais s'est heurté à l'opposition du Parlement pour la privatisation des cinq principales usines de vin et la première fabrique de cigarettes du pays. Dans le domaine agricole, c'est avec le soutien de l'organisation US Aid que le Gouvernement aurait mis en œuvre le programme « Terre », destiné à privatiser les exploitations collectives. Cependant, cette procédure de division de la propriété risque d'entraîner à très court terme une réduction de la production si elle ne s'accompagne pas d'un soutien à la formation et à l'équipement des agriculteurs.

Même si la Moldavie s'est rapidement dotée d'un dispositif législatif très favorable aux investissements étrangers - liberté de transfert à l'étranger des valeurs investies et des bénéfices enregistrés, égalité d'accès à toutes les branches de l'économie nationale - l'étroitesse du marché intérieur et les incertitudes sur le climat politique constituent des freins au développement des investissements économiques, malgré l'adhésion du pays à l'Agence multilatérale pour la garantie des investissements, qui permet aux investisseurs étrangers un dédommagement en cas de guerre civile ou de trouble politique. Actuellement, 600 000 à 800 000 Moldaves travaillent à l'étranger et les devises transférées par cette diaspora représenteraient selon la Banque mondiale 25 % du PIB, entrant pour une grande part dans la croissance économique du pays (+7 % en 2004).

4 Des ambitions nationales à affirmer dans un environnement institutionnel en pleine évolution.

4.1 Des élections ukrainiennes sous influence après un rapprochement avec Moscou :

4.1.1 Les revirements de la politique étrangère vis-à-vis de la Russie.

Les rapports entre les dirigeants ukrainiens et russes depuis 1990 doivent obligatoirement s'analyser au travers du prisme des situations politiques internes de ces pays autant qu'au travers de leurs politiques étrangères. Si dans un premier temps les déclarations de souveraineté respectives de la Russie et de l'Ukraine et le traité d'amitié signé entre Boris Eltsine et Léonid Kravtchouk signé en novembre 1990 ont

rapproché les deux hommes dans un souci commun d'affaiblir le pouvoir central encore en place, les résultats des deux référendums du printemps 1991 sur l'Union renouvelée proposée par Gorbatchev et sur la participation de l'Ukraine à une « Union des Etats soviétiques souverains » ont démontré qu'en Ukraine, la population souhaitait conserver dans une grande majorité les liens avec Moscou.¹⁸

Cependant, l'échec du putsch d'août 1991, la crainte suscitée en Ukraine sur un possible retour en arrière à la situation ante et le comportement ambigu des communistes ukrainiens à l'occasion de cet épisode ont permis aux nationalistes de demander des gages au Président Kravtchouk, qui a pu dans ce cadre fédérer les deux camps autour de la nécessité de consulter la population sur la question de l'indépendance le 24 août 1991.

La réaction de Moscou, soucieuse de la désagrégation de ses liens politiques avec les anciennes républiques slaves de l'Union, et notamment les régions russophones du Donbass et de la Crimée ne se fit pas attendre, et la Douma déclara deux jours après cette date que la République de Russie se réserverait le droit de soulever la question des frontières avec les républiques qui tenteraient de quitter l'Union. Malgré cette menace, le référendum sur la déclaration d'indépendance fut sans appel le 1^{er} décembre 1991¹⁹.

Le nouveau rapport de force entre l'Ukraine et la Russie allait dans un premier temps se traduire par une opposition ferme à la recréation au travers de la CEI d'une nouvelle structure centralisée et déséquilibrée au profit de Moscou²⁰. Il se cristallisa également de manière encore plus dramatique autour de la délicate question du partage des actifs et des dettes de l'ex-URSS, mais également autour de la question de l'avenir des forces nucléaires et de la flotte de la Mer Noire. Le dernier sujet de conflit fut également la difficile question territoriale de la péninsule de Crimée, qui avait été rattachée administrativement à l'Ukraine en 1954, peuplée majoritairement de russophones.

¹⁸ En mars 1991, 70,5 % des Ukrainiens avaient répondu « oui » à la question de Gorbatchev sur la préservation de l'URSS « en tant que fédération renouvelée de républiques souveraines égales », et 80,2 % « oui » à la question de Kravtchouk. Seule la Galicie s'est prononcée majoritairement pour une indépendance complète de l'Ukraine sur une troisième question annexée sur ce territoire.

¹⁹ 90,3 % de la population d'Ukraine se prononça pour l'indépendance lors du référendum du 1^{er} décembre 1991.

²⁰ Le Président ukrainien allait même refuser de signer la charte de la CEI, limitant son statut à celui de simple participant au sein de cette institution dont il contestait le statut de sujet de droit international.

L'élection de Koutchma à l'été 1994 n'a pas modifié la position de Kiev vis-à-vis de Moscou, et Eltsine jusqu'à sa réélection à l'été 1996 n'a pas entériner le nouveau rapport de force au travers d'un nouveau traité interétatique d'amitié et de coopération, fragilisé par la question de la Crimée. Ce n'est qu'en 1997 que cet accord fut signé, suite au rapprochement effectué par Kiev en direction de l'alliance atlantique et à la crainte de Moscou de voir l'Ukraine intégrer à terme l'OTAN²¹.

Fragilisé en interne par le développement d'une corruption étatique de grande ampleur et des pratiques très autoritaristes de gouvernement, le Président Koutchma a perdu progressivement la confiance et le soutien de l'Union européenne, s'attirant des critiques sévères dès novembre 2000 suite à la disparition qui lui a été imputée du journaliste J.Gongadze, et poursuivant en septembre 2002 par une mise en cause dans une affaire de vente de systèmes d'armes à l'Irak alors sous embargo. De l'autre côté, l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, qui n'avait pas de liens historiques avec le démantèlement de l'ex-URSS a permis à la Russie de redéfinir une politique claire de collaboration économique et militaire avec l'Ukraine, en revenant sur avantages accordés à ce partenaire privilégié, notamment dans le domaine de la fourniture d'énergie. De fait, petit à petit Koutchma a été obligé de faire des concessions à Moscou et l'élection du Président Koutchma à la présidence du conseil des chefs d'Etat de la CEI a d'ailleurs pu être interprété comme un retour partiel de l'Ukraine dans cet étranger proche sous influence de Moscou.

4.1.2 L'épreuve des élections.

Les élections présidentielles d'octobre 2004 en Ukraine destinées à désigner le successeur de Léonid Koutchma, président sortant, ont cristallisé les oppositions internes, mais également les soutiens externes aux deux candidats opposés Victor Ianoukovitch, premier ministre en fonction et Victor Iouchtchenko, démis en 2001. L'enjeu en était soit la poursuite d'une politique prorusse sur la lancée de celle menée par Koutchma, soit un changement radical avec le retour aux commandes d'un réformateur qui avait déjà fait ses preuves en tant que directeur de la Banque centrale d'Ukraine et comme premier ministre de 1999 à 2001. Les

²¹ L'Ukraine fut le premier Etat post-soviétique à se joindre au programme du Partenariat Pour la Paix en février 2004.

craintes étaient fortes dans le camp des forces démocratiques quant au déroulement de ces élections et à la liberté de campagne. L'appui du gouvernement en place au candidat du Président (Ianoukovitch) et le contrôle d'une partie des médias a d'ailleurs été dénoncé très rapidement par les observateurs. La présence en Ukraine aux côtés de Ianoukovitch de poli technologues russes qui avaient construit la victoire de Vladimir Poutine a prouvé s'il en était encore besoin le candidat qui avait les faveurs de Moscou. Les Etats-Unis n'ont pas été en reste, puisqu'en 2004, l'Agence Américaine pour le Développement Internationale (USAID) a consacré 55 millions de dollars pour le développement de la démocratie en Ukraine, tant qu'à travers de soutien aux médias d'opposition, que par l'envoi d'assistants et de consultants²².

Le déroulement du 1^{er} tour a été émaillé de nombreuses irrégularités, mais la commission électorale a été obligée de reconnaître sa victoire au 1^{er} tour. Le mois suivant, lors du second tour, les résultats enregistrés dans les bureaux de vote à l'est du pays (région favorable à une politique de rapprochement avec Moscou) et les incidents qui ont émaillé les tentatives de contrôle des opérations de vote ont justifiés plus de 10 000 plaintes adressées aux tribunaux par les partis démocratiques. Malgré ceci, la commission électorale a proclamé vainqueur le premier ministre sortant, Victor Ianoukovitch, provoquant immédiatement des mouvements de protestation de grande ampleur dans le pays. La mobilisation énorme de la population, relayée cette fois-ci par les médias occidentaux, a été également soutenue par la majorité des représentants élus à tous les niveaux, mais s'est vu opposer des tentatives de menaces séparatistes régionales, concentrées principalement dans les régions industrielles (Donetsk et Donbass) où la population russophone est la plus importante.

La campagne pour le troisième tour a quant à elle été marquée par l'épisode tragique de l'empoisonnement du candidat Iouchtchenko dans des conditions non encore élucidées, avec une prise de position ferme et maladroite de Vladimir Poutine et un soutien plus discret de Washington au candidat démocrate. Elle s'est clôturée par la victoire de Iouchtchenko, malgré une dernière passe d'arme de Ianoukovitch, lâché prudemment par Léonid Koutchma.

²² « La main invisible des Etats-Unis » : Maria Hubert – Die Zeit – Hambourg – Courrier International n° 736 du 9 au 15 décembre 2004 – p18 et 19.

4.1.3 Un avenir encore incertain.

Au lendemain de l'élection du candidat démocrate Vladimir Iouchtchenko, tout reste encore à faire, car les problèmes économiques liés à la lenteur des réformes demeurent et la Russie ne peut se passer de ses liens économiques et sociaux étroits avec l'Ukraine. Les Russes qui d'ailleurs voient derrière le projet politique de Iouchtchenko une ambition polono-américaine, qui viserait à faire contrepoids à l'approfondissement de l'Union Européenne, en recherchant à développer une alliance entre la Pologne ; la Lituanie et l'Ukraine. Cette analyse est également avancée par des spécialistes de géopolitique occidentaux²³ qui voit dans les événements en Ukraine le retour de la stratégie américaine du roll-back, prônée dès 1952 par le secrétaire d'Etat américain John Foster Dulles. Cette ambition avait d'ailleurs été actualisée par Zbigniew Brzezinski dans son ouvrage le Grand Echiquier paru en 1997, où il démontrait que les Etats-Unis devaient en Eurasie s'appuyer sur la Pologne et l'Ukraine pour éviter que la Russie ne redevienne une puissance mondiale rivale. Les américains sont en passe d'atteindre leurs objectifs en ayant fait basculer dans le camp de l'Alliance atlantique tous les Etats d'Europe Centrale et Orientale qui étaient il y a encore quinze ans membres du Pacte de Varsovie, ainsi que les Etats Baltes devenus indépendants. Ils sont parvenus également à s'implanter en Asie centrale et dans le Caucase avec des bases en Géorgie, en Ouzbékistan et au Kirghizistan, et à s'affranchir des oléoducs russes en créant des liaisons vers la Turquie.

Il sera intéressant de voir si Victor Iouchtchenko, comme il l'avait promis pendant la campagne, va tirer un trait sur l'accord-cadre ratifié par Kiev en avril 2004, et qui prévoit une union économique entre la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan, afin de privilégier une intégration accrue à l'Ouest. L'Union européenne quant à elle est restée très prudente durant toute la crise ukrainienne, en développant pour sept pays dont l'Ukraine des « plans d'action » distincts de ceux réservés aux pays candidats à l'adhésion, comme la Turquie ou les pays de l'ex-Yougoslavie. Cette politique de voisinage est partiellement remise en cause par la Pologne qui soutient quant à elle l'hypothèse d'une adhésion pure et

²³ Gérard Chaliand dans un article « une stratégie américaine de refoulement de la Russie » Libération 6 décembre 2004

simple de l'Ukraine, position qui peut présenter des risques compte tenu de l'interprétation qui peut être faite à Moscou de cette volonté de raccrocher définitivement l'Ukraine au camp occidental.

4.2 La Biélorussie, interlocuteur difficile de l'Union Européenne en tant que voisin traversé par l'axe économique stratégique Paris Berlin Varsovie Moscou :

4.2.1 Un partenariat stratégique avec Moscou qui ne peut être remis en cause.

En 1991, le pouvoir Biélorusse devait soit faire le choix d'axer sa politique vers les puissances occidentales, soit se tourner vers la Russie. Il a dans un premier temps jusqu'en 1994 choisi une politique médiane, qu'il a fortement infléchi en direction de Moscou à partir de cette date, en cherchant à approfondir le partenariat stratégique, politique et économique avec ses anciens partenaires soviétiques. Cependant, compte tenu des politiques économiques très différentes menées dans chacun des Etats de la CEI, Minsk n'a pu mener à bien une politique commune d'intégration. Loukachenko, qui s'était fait le champion de la cause panslaviste en prédisant pour la Biélorussie à la fin du XXème siècle un rôle « d'unificateur des territoires slaves », a dû revoir ses ambitions à la baisse, même si dans le cadre de la politique interne, il a toujours présenté le traité de 1999 sur la formation d'un Etat unifié avec la Russie comme une avancée significative dans cette direction. Les rapports entre Moscou et Minsk furent d'ailleurs marqués entre 1996 et 1997 par de nombreux projets d'unification plus ou moins effectifs dont les fondements sont à rechercher dans les situations internes des pays – économiques et électorales- et qui ont achoppé sur une volonté de la Biélorussie d'être placée sur un pied d'égalité avec la Russie au sein de la Fédération, ce qui ne pouvait être accepté à Moscou. Même si dès son avènement au pouvoir, Poutine s'est rendu en Biélorussie pour sa première visite à l'étranger en avril 2000, il a par la suite porté un regard beaucoup critique sur la réalité de « l'Etat unifié » au fur et à mesure qu'il renforçait son pouvoir en Russie, proposant finalement à la Biélorussie de rejoindre la Fédération de Russie en août 2002, en tant que partie de cet Etat fédéral. Cette proposition qui a déstabilisé Loukachenko vis-à-vis de son électorat lui laisse peu de marges de manœuvres, et correspond d'ailleurs à un accroissement parallèle du

soutien des Biélorusses au projet d'unification avec la Russie, qui atteignait 54% en 2002.

4.2.2 Des adaptations à prévoir pour prendre en compte les changements à ses frontières.

La Biélorussie a développé un système politique et économique hybride depuis l'arrivée de Lukachenko au pouvoir, mêlant des éléments hérités de l'époque soviétique avec d'autres destinés à faire émerger une économie de marché restant sous contrôle. La liberté de mouvement des personnes s'est heurtée à l'adoption par la Pologne et les Etats Baltes du traité de Schengen, imposant aux citoyens de la CEI des formalités frontalières contraignantes. La Biélorussie privée d'accès à la mer avait vu dans les ports de Gdansk (Pologne) et Klaïpeda (Lituanie) ses débouchés naturels. De plus, le rapprochement avec la Russie avait rendu prioritaire la question du transit vers le port de Kaliningrad à travers le territoire de la Pologne ou de la Lituanie, alors que dans un même temps l'Union européenne pousse ces deux pays à verrouiller leurs frontières orientales.

Le maintien de la Biélorussie dans le tissu économique post-soviétique et les liens étroits entretenus entre les oblasts de l'est du pays avec les oblasts russes contigus oblige le pouvoir de Minsk à accepter la mise en œuvre de certaines réformes, afin de garantir la compatibilité des deux systèmes, et une progression en parallèle. Il en est de même pour la partie de l'appareil économique tournée vers le commerce avec la Pologne, dont les dirigeants prêts à jouer le rôle de passerelle entre l'Europe et l'Asie.

4.2.3 Une situation intérieure qui pourra être confrontée à des tensions sévères.

Une fraction de la population souhaite le maintien d'une politique interventionniste de l'Etat, mais la pression de la Russie pousse à l'apparition même dans l'administration, d'un courant favorable à la privatisation massive. Les questions en suspens portent sur la nature même du régime et le rôle de l'Etat dans l'économie. Le rêve d'indépendance s'est brisé sur la réalité économique d'une république imbriquée dans un ensemble industriel complexe, fondé sur des liens

interentreprises forts à l'échelle de toute l'ex-URSS, et qui imposent l'adaptation des systèmes nationaux et des modes de fonctionnements pour conserver une comptabilité indispensable à une intégration régionale réussie.

Si la position du président Loukachenko pouvait encore recevoir un certain soutien avant 2001 en Russie, en Chine ou en Iran, la réorientation de Moscou après le 11 septembre 2001 a laissé la Biélorussie presque totalement isolée sur la scène internationale. La Chambre des représentants aux ordres de l'administration présidentielle n'a pas de légitimité reconnue et ne joue pas son rôle démocratique. Le pouvoir présidentiel descend jusque dans tous les rouages de la société, difficilement contesté par une opposition muselée. La liberté d'expression est limitée par le contrôle des médias par le pouvoir, même si de plus en plus, des associations peuvent recevoir le soutien de groupes ou d'Etats occidentaux.

4.3 Une politique fluctuante de la Moldavie en fonction des avancées obtenues :

La dépendance de la République de Moldova vis-à-vis de l'extérieur se traduit par des révisions constantes des politiques intérieures et étrangères, en fonction des évolutions des facteurs russes et roumains, mais aussi à un degré moindre ukrainien.

4.3.1 L'intégration de la RM à la C.E.I :

L'intégration de la RM à la C.E.I. le 8 avril 1994 s'est faite à contre cœur, sous la pression exercée par la Russie. Le statut retenu est celui d'Etat-participant et non d'Etat-membre, comme l'Ukraine et le Turkménistan. En effet, la RM n'a pas ratifié le Statut de la C.E.I. du 22 janvier 1993, l'un des trois documents à la base de la constitution de l'organisation²⁴. Elle utilise jusqu'à l'alternance politique de 2001 et l'arrivée au pouvoir des communistes la C.E.I. plutôt comme un forum institutionnalisé que comme un instrument d'intégration. D'ailleurs, sa participation active au sein du groupe d'Etats GUUAM²⁵ qui se caractérise par un

²⁴ Avec l'Accord de Minsk (8 décembre 1991) et le Protocole d'Almaty (21 décembre 1991).

²⁵ Géorgie, Ukraine, Uzbekistan, Azerbaïdjan, Moldavie

refus de toute délégation de compétences et d'intégration supranationale, par une méfiance partagée envers la Russie et la volonté de lui refuser tout droit de regard, en atteste par ailleurs.

Le volet économique est celui privilégié, avec une participation aux instruments et structures comme le Tribunal économique, l'Accord d'union économique, le Comité inter-étatique économique et le Ministère des finances de la C.E.I. Etat neutre de par sa constitution, elle refuse toute création de structure supranationale, et toute intégration militaire et diplomatique. Ainsi, elle ne signe ni le Traité de création des forces de maintien de la paix, ni le Traité de sécurité collective de Tachkent, ni l'Accord de défense commune des frontières extérieures prévoyant que l'ancienne enveloppe frontalière soviétique devienne frontière extérieure commune. L'armée moldave a cependant été créée au lendemain de l'indépendance à partir des équipements et des personnels qui se trouvaient sur place. L'effectif de l'armée moldave est limité à 10 000 hommes et quelques MIG 29.

4.3.2 L'adhésion de la RM au Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est (P.S.E.S.E)²⁶.

Ce pacte est un outil de stabilisation et de redressement institué pour permettre aux pays de l'Europe du Sud-Est d'envisager à terme une intégration au sein de l'Union Européenne. L'adhésion de la RM à ce pacte a été un des objectifs prioritaires de la politique étrangère du pays, et a été réalisée le 28 juin 2001, avant que le gouvernement communiste en place ne puisse modifier la position de l'Union Européenne.

Les pro-européens moldaves pensaient que cette adhésion allait entraîner de la part de l'UE une implication forte dans le domaine économique (développement d'infrastructures, accroissement des investissements privés, accès des biens moldaves sur le marché européen), dans la recherche d'une consolidation de la stabilité démocratique du pays, par le biais du Processus d'Association et de

²⁶ Pacte signé à Cologne le 10 juin 1999 par les MAE de l'UE et consacré par les chefs d'états et de gouvernements des Quinze lors du Sommet de Sarajevo le 30 juillet 1999.

Stabilisation²⁷, dans le domaine de la sécurité (tant militaire, que de sécurité intérieure : lutte contre la corruption et le crime organisé, lutte contre les trafics). Mais le refus de l'UE de signer un Accord de Stabilisation et d'Association avec la RM et de l'inclure dans la future vague d'élargissement, alors que la taille même du pays et ses besoins ne pouvaient à eux seuls remettre en cause l'équilibre de l'Union élargie, laisse la RM dans une position marginale, et affaiblie vis-à-vis de la Russie qui peut interpréter cette prudence de l'UE comme une volonté de cette dernière de « ménager les susceptibilités de Moscou ».

De plus, la coopération entre pays membres au sein du P.S.E.S.E. est rendue difficile à la fois par le statut différent de certains pays (pays candidats comme la Roumanie ou la Bulgarie ou repoussés à une prochaine vague comme la RM). La position vis-à-vis de la Roumanie est encore plus sensible compte tenu de la politique affichée de roumanophobie affichée par le gouvernement de Chisinau. Motivée par la volonté farouche de préserver la souveraineté nationale, cette position empêche à la fois de reconnaître l'action de la Roumanie dans l'adhésion de la RM au Pacte, et développer les projets nécessaires du point de vue économiques (coopération transfrontalière, projets énergétiques, projets d'infrastructure). Ce refus marqué de coopérer avec son voisin Roumain a pu être défavorablement souligné par le premier coordinateur du Pacte, Hombach Bodo, qui a précisé que l'UE n'avait pas de place pour la RM « entre l'Allemagne et le Danemark ». La position de Vladimir Voronine traduite par sa citation « on ne doit pas chercher notre bonheur ailleurs si l'on ne peut résoudre nos problèmes dans le cadre de la C.E.I. », et par l'acquisition pour la RM le 13 mai 2002 du statut d'observateur auprès de la Communauté économique eurasiatique²⁸, peut laisser l'UE sceptique sur les véritables aspirations de la RM.

²⁷ Processus proposé par la Commission européenne le 26 mai 1999, dont l'objectif est de développer une approche régionale de l'UE ; le PAS comprend des mesures d'assistance multi vectorielle et de coopération multilatérale.

²⁸ Communauté qui se veut une Commission Européenne bis : dotée d'une législation et d'un système juridique communs, d'un espace douanier unique.

4.3.3 Les avantages d'une politique régionale de voisinage.

Cependant, compte tenu de l'entrée des ex-pays du PECO dans l'Union européenne, avec pour corollaire le renforcement des mesures de contrôle aux frontières, les flux de personnes et de biens avec les pays voisins vont devenir problématiques pour un pays enclavé comme la Moldavie. La mise en œuvre de mesures diversifiées ne pourra être subordonnée qu'à des garanties dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée, les trafics d'armes et d'êtres humaines. C'est d'ailleurs ce qui avait envisagé dans le projet de développement d'un statut spécial de « voisins » initié dès 2002 pour la RM, l'Ukraine et la Biélorussie, en contrepartie d'une coordination accrue dans le domaine JAI (Justice Affaires Intérieures), de la sécurité et de la défense, et d'efforts soutenus en vue d'appliquer les réformes économiques et politiques attendues et améliorer significativement la situation de droits de l'homme. Ce projet s'est naturellement heurté à la situation très différente des trois pays, dont les rapports avec l'Union européenne ont d'ailleurs pris des voies divergentes depuis cette date.

Il n'en reste pas moins que la problématique des flux transfrontaliers est vitale pour la RM, tant du point de vue de l'ouverture culturelle et politique du pays, par le biais d'échanges scolaires, universitaires, syndicaux ou religieux – relevant d'une politique adaptée des visas – que du point de vue de l'immigration proprement dite liée à la recherche d'un emploi au sein de l'Union européenne²⁹. Elle s'inscrit également dans une simplification des règlements communautaires et une implication croissante des acteurs locaux dans le domaine économique, intégrée dans l'élargissement de la politique structurelle que l'Union a étendu progressivement aux PECO.

5 Conclusion.

L'avenir de cette région charnière constituée par l'axe Mer Baltique – Mer du Nord, au sud des pays baltes, n'est pas encore figé. Marquée par l'affrontement des puissances et le jeu des influences au cours des siècles, elle a du

²⁹ Une étude du Centre ukrainien d'études économiques et politique de Kiev a avancé en 2001 un chiffre de 600 000 (sur 4,5 millions d'habitants) qui auraient travaillé ou travailleraient en Europe de l'Ouest.

mal à faire émerger en son sein des nations cohérentes et sortir de l'époque post-soviétique où les oligarchies industrielles liées à Moscou dirigeaient les pays. Occupant une position stratégique sur les routes d'approvisionnement énergétiques, et situé à court terme aux portes même de l'Union européenne, elles devrait faire l'objet d'une politique de coopération volontariste tant dans le domaine économique que politique afin de réduire les tensions aux frontières.

Mais l'équation n'est pas simple, car la Russie ne pourra indéfiniment laisser se renforcer l'influence occidentale dans ses anciennes républiques, et émerger des gouvernements favorables à un rapprochement trop rapide avec l'OTAN et l'Union européenne. De plus, les Etats-Unis sont également présents et exercent une influence de moins en moins discrète dans cette région comme dans le Caucase depuis le 11 septembre, s'appuyant sur leur croisade contre le terrorisme. Ils poursuivent en parallèle deux objectifs : à la fois contenir la poussée russe vers la Mer Noire, comme par le passé, mais également empêcher l'Union européenne de devenir cette grande puissance continentale tant redoutée.

Si l'évolution de la situation politique et économique en Ukraine, déjà engagée dans un processus de réformes sera déterminante dans les mois à venir, la situation de la Biélorussie n'en est pas moins préoccupante, compte tenu du manque de visibilité sur la viabilité à court terme du régime autocratique de Victor Loukachenko. Il en est de même pour la Moldavie pour laquelle la Transnistrie reste un facteur de déstabilisation majeur, et qui apparaît toujours comme une zone de non droit ouverte aux trafics en tous genres à une distance jugée préoccupante des frontières de l'Union européenne.

Bibliographie.

CACAZU M., TRIFON N., « La Moldavie ex-soviétique, histoire et enjeux actuels » Cahiers d'Iztok, Paris, 2/3 Akratie, 1993.

VAN HAM P., « L'Ukraine, la Russie et la sécurité européenne : incidences sur la politique occidentale » Cahier de Chaillot 13, Février 1994 – Institut d'Etudes de Sécurité de l'UEO, 1996.

RUZE A., « La Moldova, entre la Roumanie et la Russie de Pierre le Grand à Boris Eltsine », L'Harmattan, Paris, 1997.

KAPPELER A., « Petite histoire de l'Ukraine », Paris, Institut des études slaves, 1997.

PFLIMLIN E., « Ukraine, une société bloquée », Le monde diplomatique, mai 1998.

DULAIT A., BOYER A., ROUVIERE A., « La Moldavie, bâtir les fondements de l'identité nationale », Rapport d'information 102 (1999-2000), Commission des affaires étrangères du Sénat.

DE TINGUY A., « L'Ukraine, nouvel acteur du jeu international », Collection Axes Savoir, Bruylant Bruxelles, 2000.

GUICHERD C., « Ukraine, Biélorussie et Moldavie : entre l'Union élargie et la Russie. », Politique étrangère, 3/2002.

RICHARD Y., « La Biélorussie, une géographie historique », Paris, l'Harmattan, 2002.

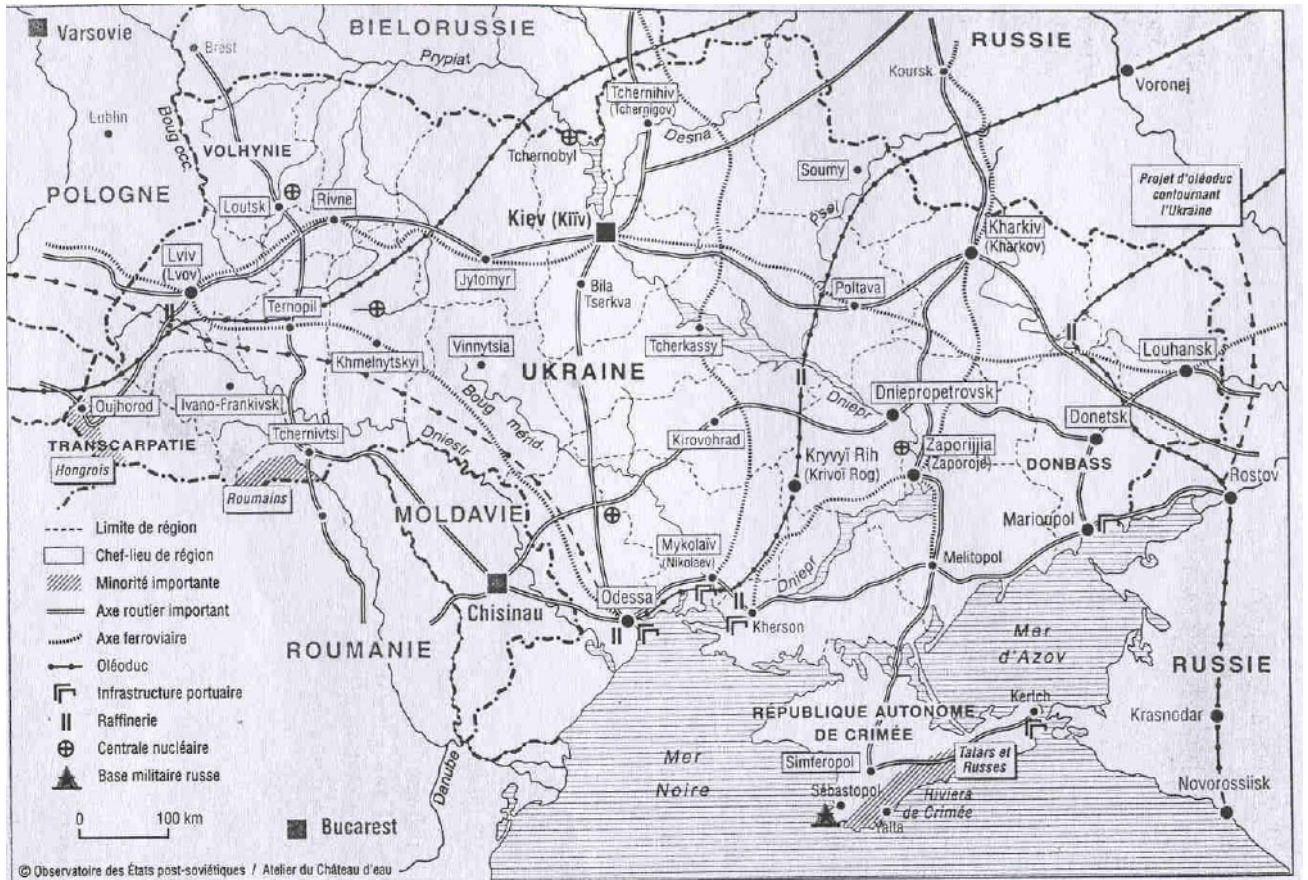
BREAULT Y., JOLICOEUR P., LEVESQUE J., « La Russie et son ex-empire : reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique » Presses de sciences po, octobre 2003.

RADZANYI J., « Les Etats post-soviétiques identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques » Armand Colin, 2004.

GOMART T., « Le partenariat entre l'Union européenne et la Russie à l'épreuve de l'élargissement », Revue du Marché commun et de l'Union Européenne, n° 479, juin 2004.

ANNEXE 1

UKRAINE



ANNEXE 2 : L'UKRAINE EN CHIFFRES

Chiffres clés

Territoire

Superficie: 603 700 km²
(l'équivalent de la France)
Capitale: Kiev (3 012 000 hab.)
Principales villes:
– Kharkov (1 420 000 hab.)
– Dniepropetrovsk (1 009 000 hab.)
– Odessa (1 012 000 hab.)
– Donetsk (970 000 hab.)
– Zaporije (770 000 hab.)
– Lvov, ou Lviv (686 000 hab.)
Divisions administratives: 24 *oblast*, deux villes à statut d'*oblast* (Kiev et Sebastopol) et une république autonome, la Crimée.

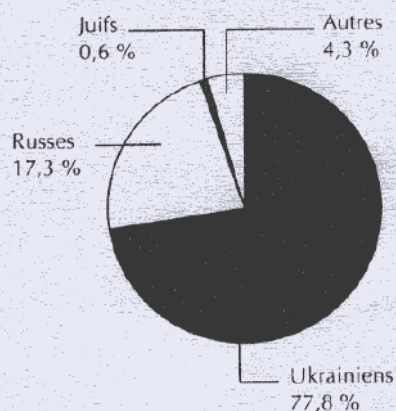
Population

47 299 000 habitants au 1^{er} janvier 2004
Dernier recensement: 2001
Densité: 78,3 habitants/km²
Population urbaine: 67,8 %
Population rurale: 32,2 %
Espérance de vie à la naissance (1999):
68 ans (hommes, 63 ans; femmes, 74 ans)

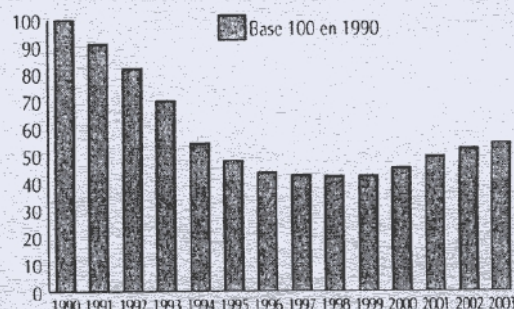
Données démographiques
(pour 1 000 habitants)

	1991	1995	2000
Accroissement naturel	- 0,8	- 5,8	- 7,5
Natalité	12,1	9,6	7,8
Mortalité	12,9	15,4	15,3
Mortalité infantile	13,9	14,7	11,9

Composition ethnique (2001)



Économie

PIB par habitant
en parité de pouvoir d'achat

Principales composantes du PIB en 2002:

- services, 35,1 %;
- industrie, 41,5 %;
- agriculture, 23,4 %.

IDH (2000): 0,748 (80^e rang mondial).

Monnaie: hryvna (adoptée en 1996).

Dette extérieure brute (2001): 27 % du PIB.

Relations extérieures

Adhésion à des organisations internationales:

- ONU (1946),
- CEI (1991),
- ZCEMN (1992),
- GUAM (1997)
- Initiative centro-européenne (ICE),
- COCONA,
- Partenariat pour la paix avec l'OTAN,
- Conseil de l'Europe (1995),

Principaux partenaires commerciaux en 2002

- export: Russie, 17,1 %; Turquie, 4,4 %; Italie, 6,6 %; Allemagne, 4 %
- import: Russie, 35,2 %; Turkménistan, 10,5 %; Allemagne, 9,2 %.

Exportations totales en 2002:

18 669 millions de dollars

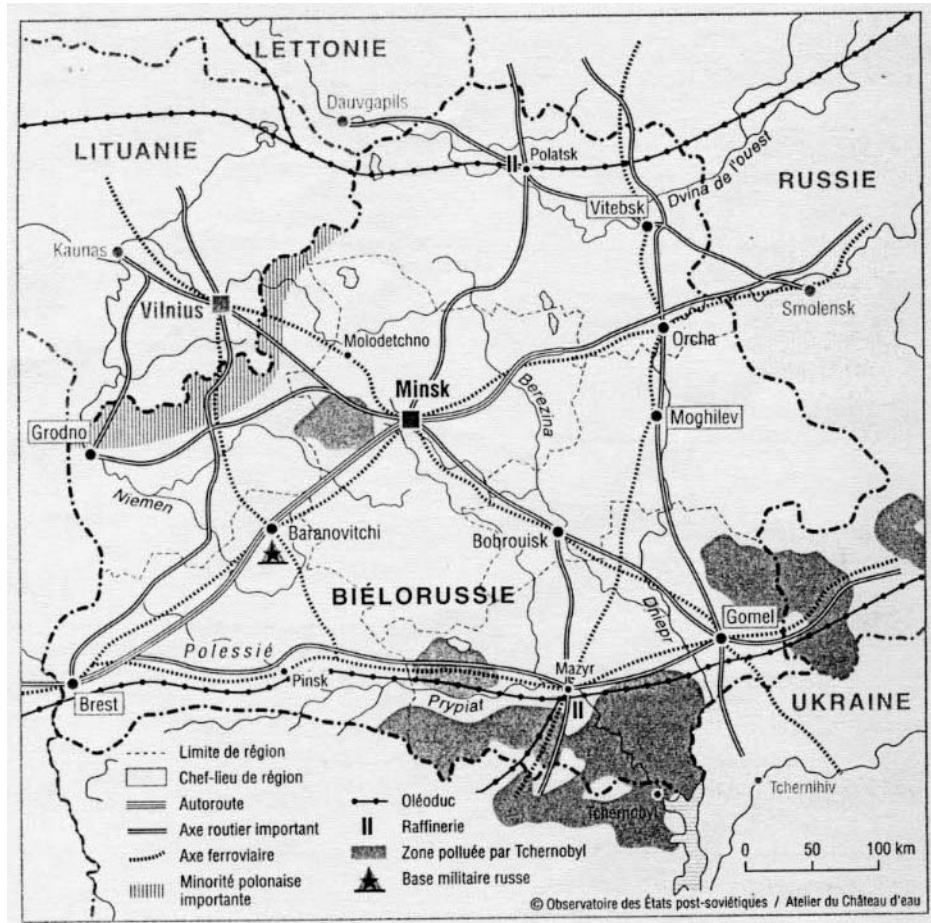
- dont: – métaux non précieux, 38,2 %
- machines et équipements, 14,1 %
- produits agricoles, 12,8 %
- produits chimiques, 9,7 %
- hydrocarbures, 11,2 %.

Importations totales en 2002:

17 959 millions de dollars

- dont: – hydrocarbures, 38,6 %
- machines et équipements, 21,1 %
- produits chimiques, 12,4 %
- produits agricoles, 6,2 %
- produits manufacturés, 5,7 %

ANNEXE 3
LA BIÉLORUSSIE



ANNEXE 4 : LA BIELORUSSIE EN CHIFFRES

Chiffres clés

Territoire

Superficie : 207 600 km²
 (l'équivalent de la Roumanie)
 Capitale : Minsk (1,7 million d'hab.)
 Principales villes :
 - Gomel (497 000 hab.)
 - Moghilev (365 000 hab.)
 - Vitebsk (355 000 hab.)
 - Grodno (315 000 hab.)
 - Brest (294 000 hab.)
 - Bobruisk (227 000 hab.)
 Divisions administratives : six régions (*oblast*).

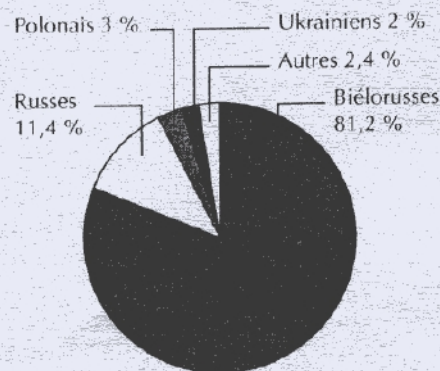
Population

10,0 millions au 1^{er} janvier 2004
 Dernier recensement : 1999
 Densité : 48,2 habitants/km²
 Population urbaine : 70,2 %
 Population rurale : 29,8 %
 Espérance de vie à la naissance (1999) :
 68 ans (hommes, 62 ans ; femmes, 74 ans)

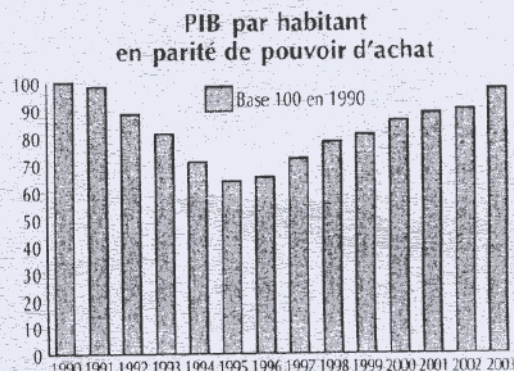
Données démographiques
(pour 1 000 habitants)

	1991	1995	2000
Accroissement naturel	1,7	- 3,2	- 4,1
Natalité	12,9	9,8	9,4
Mortalité	11,2	13,0	13,5
Mortalité infantile	12,1	13,3	9,3

Composition ethnique (1999)



Économie



Principales composantes du PIB en 2002 :

- industrie, 26 %
- transport et télécommunications, 11,3 %
- commerce et restauration, 10,4 %
- agriculture, 9 %
- bâtiment, 5,3 %

IDH (2000) : 0,788 (61^e rang mondial)
 Monnaie : rouble biélorusse (adoptée en 1993)
 Dette extérieure (2001) : 770 millions de dollars

Relations extérieures

Adhésion aux organisations internationales :

- ONU (1945),
- Initiative centre-européenne (ICE),
- Partenariat pour la Paix avec l'OTAN,
- COCONA,
- Union Russie-Biélorussie,
- CEI (1999).

Principaux partenaires commerciaux en 2002 :

- export : Russie, 49,6 % ; Lettonie, 6,5 % ; Grande-Bretagne, 6,2 % ; Allemagne, 4,3 %
- import : Russie, 65 % ; Allemagne, 7,6 % ; Pologne, 2,4 % ; Ukraine, 3,2 %.

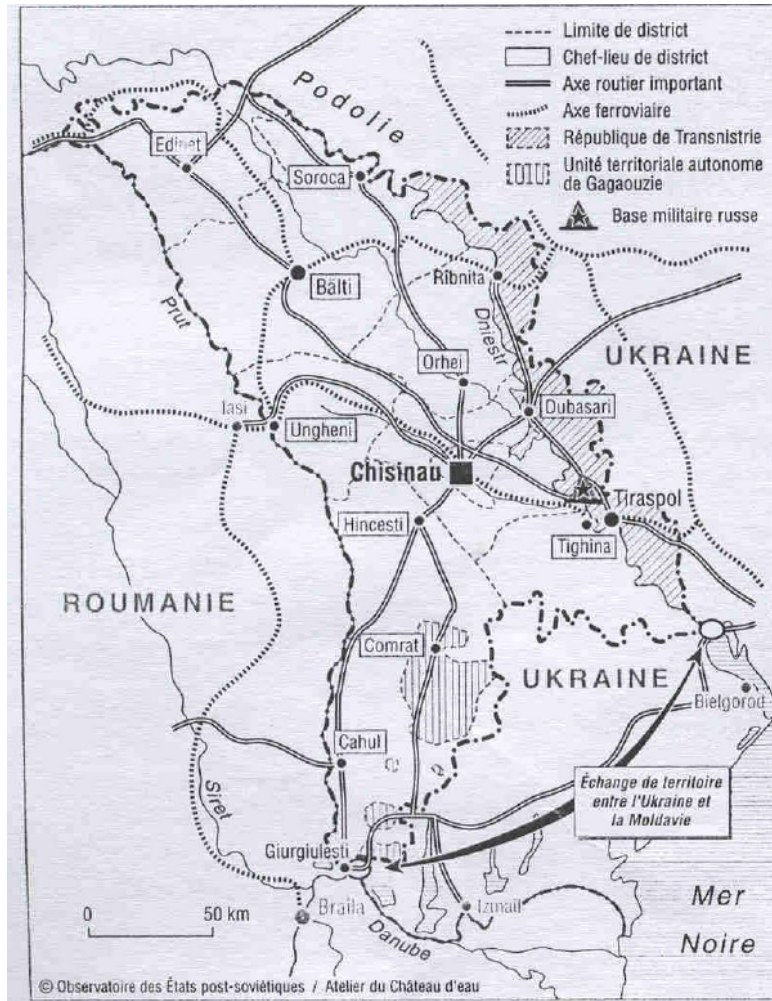
Exportations totales : 7 256 millions de dollars

- dont :
- machines et équipements, 25,7 %
 - produits chimiques, 17,4 %
 - produits minéraux, 20,7 %
 - produits agricoles, 7,8 %
 - métaux, 8,1 %
 - textiles, 8,6 %

Importations totales : 8 063 millions de dollars

- dont :
- produits minéraux, 26,6 %
 - machines et équipements, 23,5 %
 - produits chimiques, 14 %
 - métaux, 11,2 %
 - produits agricoles, 12,8 %
 - textiles, 5 %

ANNEXE 5 :
LA MOLDAVIE



ANNEXE 6 : LA MOLDAVIE EN CHIFFRES

Chiffres clés

Territoire

Superficie : 33 800 km²

(l'équivalent de la Belgique)

Capitale : Chisinau (anciennement Kichinev)

769 000 hab.

Principales villes :

- Tiraspol (212 000 hab.)

- Balti (176 000 hab.)

- Tighina, anciennement Benderi
(146 000 hab.)

Divisions administratives : 32 districts (*judetul*),
une ville à statut spécial (la capitale),
un territoire autonome (la Gagaouzie,
1 800 km²) et la république autoproclamée
de Transnistrie (12 % du territoire), hors
contrôle des autorités moldaves.

Population

4 212 000 habitants au 1^{er} janvier 2004

Prochain recensement en 2004

Densité : 125 habitants/km²

Population urbaine, 45,3 %

Population rurale 54,7 %

Espérance de vie à la naissance, 1999 :

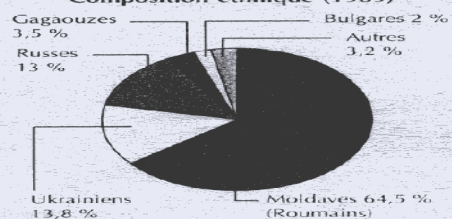
67 ans (hommes, 64 ans ; femmes, 71 ans)

Données démographiques
(pour 1 000 habitants)

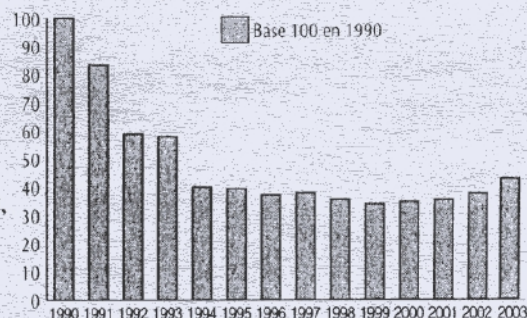
	1991	1995	2000
Accroissement naturel	6,0	0,8	- 1,1*
Natalité	16,5	13,0	10,2*
Mortalité	10,5	12,2	11,3*
Mortalité infantile	19,8	21,2	18,3*

* sans la Transnistrie

Composition ethnique (1989)



Économie

PIB par habitant
en parité de pouvoir d'achat

Principales composantes du PIB en 2002 :

- agriculture et pêche, 24,1 %
- industrie, 21,3 %
- bâtiment, 3,3 %
- services, 51,2 %

IDH (2000) : 0,701 (105^e rang mondial)

Monnaie : leu (pluriel : lei) adoptée en 1993

Dette extérieure brute (2001) : 104 % du PIB

Relations extérieures

Adhésion aux organisations internationales :

- ZCEMN,
- Partenariat pour la Paix de l'OTAN,
- Conseil de l'Europe (1995),
- Initiative centre-européenne (ICE),
- Initiative pour la coopération en Europe du Sud-Est (ICES),
- GUAM (1997),
- CEI (1991, ratifié en 1994).

Principaux partenaires commerciaux (2002) :

- export : Russie, 34,5 % ; Roumanie 8 % ;
Ukraine 9 % ; Italie, 5,6 % ; Allemagne, 6,7 %
- import : Roumanie, 11,8 % ; Ukraine, 20,9 %
Russie, 15,3 % ; Allemagne, 8,7 % ; Italie, 7,2 %

Exportations totales :

- 660 millions de dollars en 2002
- dont : - produits alimentaires, 38,6 %
- textiles, 15,5 %
- produits végétaux, 15,3 %
- machines et équipements, 3,6 %

Importations totales : 1 038 millions de dollars
en 2002

- dont : - produits minéraux, 22,8 %
- machines et équipements, 14,1 %
- textiles, 9,7 %
- produits chimiques, 11,2 %